

Des sociétés pacifistes entièrement féminines

Le Congrès des femmes s'est ouvert en avril 1915, à La Haye. Environ 1 200 femmes, pour la plupart des suffragettes de pays occidentaux, autant « ennemies » que neutres, ont réussi à y prendre part. Profitant de la présence de certaines des personnalités radicales les plus connues de l'époque, les participantes à la réunion ont mis l'accent sur le règlement pacifique des différends internationaux et sur le suffrage des femmes. Une professeure canadienne à l'Université du Wisconsin, Julia Grace Wales, a peaufiné un plan de médiation permanente (maintenant appelé « diplomatie de la navette ») pour mettre fin à la guerre. Elles ont été bien accueillies par des premiers ministres, des ministres des Affaires étrangères, le Pape et le Roi de Suède, mais, en général, on leur a dit que l'heure n'était pas aux négociations et que la guerre devait suivre son cours jusqu'à la fin. Malgré tout, elles se sont affairées à mettre sur pied une organisation pacifiste permanente, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), qui existe toujours. Bruna Nota, membre de La Voix des femmes canadiennes pour la paix, en est la présidente actuelle.

Néanmoins, l'isolement des femmes s'est maintenu par rapport aux courants politiques dominants, phénomène qui est peut-être lié à la tyrannie permanente qu'exerce « la plus vieille profession de l'homme », mais pas à la menace de pourrissement que fait planer cette dernière sur la démocratie à travers le monde. Quarante-cinq ans après la création de la LIFPL, cette exclusion persistante propulsait La Voix des femmes canadiennes pour la paix (ou VDF) sur la scène canadienne. Lors de leur visite au Parlement cette année-là, les membres de l'organisme ont demandé que le Canada soit déclaré pays non nucléaire et ont exhorté les États-Unis à mettre fin aux essais nucléaires dans l'atmosphère. La prestation de La Voix des femmes a suscité la dérision dans certains milieux hostiles, comme l'ont démontré les tribunes libres de divers journaux, mais le mouvement a poursuivi son travail.

Le gouvernement progressiste-conservateur de John Diefenbaker a dit à la VDF de « retourner à la maison et se syndiquer ». Des milliers de femmes ont été attirées par le mouvement, y compris Maryon Pearson, dont le mari, « Mike », était alors chef du Parti libéral et de l'opposition. Des femmes extrêmement compétentes telles que Thérèse Casgrain, Kay Macpherson et Grace Hartman sont devenues leaders du mouvement. Quarante ans plus tard, avec un budget restreint, les bénévoles de la VDF poursuivent leur imposant travail pour la paix, de Burnt Church au Burundi.

Les femmes font pression en faveur d'une « vraie » sécurité démilitarisée

En 1962, la VDF convoquait une Conférence internationale des femmes pour évaluer les mesures à prendre au sujet de la menace nucléaire. Cet événement a donné lieu à une demande à l'Organisation des Nations Unies pour une Année internationale de la paix (ultérieurement proclamée Année des Nations Unies pour la coopération internationale en 1965) et à une demande au gouvernement canadien pour que le Canada appuie l'appel international pour un traité sur l'interdiction des essais nucléaires. En 1985, Marion Kerans, membre de la VDF, a coordonné une